



Caliban et la  
sorcière  
ou l'histoire  
au bûcher

Note critique de l'ouvrage  
de Silvia Federici  
par Yann Kindo  
et Christophe Darmangeat

# **CALIBAN ET LA SORCIÈRE OU L'HISTOIRE AU BÛCHER**

Note critique de l'ouvrage de S. Federici

**PAR YANN KINDO ET CHRISTOPHE DARMANGEAT**

## AVANT-PROPOS

L'analyse critique de l'ouvrage de Sylvia Federici, *Caliban et la sorcière*, démontre le peu de sérieux avec lequel cette dernière traite d'une question pourtant importante : pourquoi la dernière phase (du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle) de la transition pluriséculaire du féodalisme au capitalisme s'est-elle accompagnée en Europe occidentale d'une dégradation de la situation des femmes, du haut en bas de l'échelle sociale ? Au fil de leur critique, Yann Kindo et Christophe Darmangeat mentionnent deux éléments de réponse importants, d'ailleurs en bonne partie liés entre eux : d'une part la (ré)introduction, au cours du Moyen Âge, du droit romain et, à travers lui, celui de la conception romaine de la propriété privée, à la fois pleine (impliquant à la fois l'usus, le fructus et l'abusus) et libre (transmissible et aliénable); et, d'autre part, le triomphe de la famille nucléaire sur les autres structures familiales (famille patriarcale et famille-souche), tous deux éléments et conditions de la formation des rapports capitalistes de production, valant à la femme un statut de mineur juridique l'excluant (en bonne part) de la transmission des biens et la plaçant sous la tutelle de mari après celle de son père.

Quant à faire de cette dégradation un des moteurs principaux de la phase finale de la transformation du féodalisme en capitalisme, c'est omettre des aspects aussi importants de cette dernière que les effets de l'expansion commerciale et coloniale de l'Europe occidentale en direction des Amériques, de l'Afrique et de l'Asie sur sa dynamique protocapitaliste ; les prodromes de la « révolution agricole » et ceux de la révolution industrielle dans ses campagnes ; le processus d'élargissement et de concentration des marchés ; les politiques mercantilistes mises en œuvre par des États en guerre quasi permanente ; la transformation d'une structure d'ordres en une structure de classes ; les premières révolutions bourgeoises (dans les Provinces-Unies et l'Angleterre) ; les incidences de ces révolutions culturelles que furent la Renaissance, la Réforme, les Lumières ; etc.

La brochure qui suit est une sélection d'extraits d'une note de lecture écrite à quatre mains, par Yann Kindo et Christophe Darmangeat en décembre 2017, et publiée en deux billets sur leurs blogs respectifs : *La Faucille et le Labo*, et *La Hutte des Classes*. Le premier évoque pour l'essentiel les faits historiques eux-mêmes et la méthode avec laquelle S. Federici les (mal)traite ; le deuxième s'efforce de discuter les principaux raisonnements développés dans le livre. Nous ne saurions que trop recommander la lecture intégrale de ces deux articles.

# I. L'HISTOIRE ET LES FAITS MALMENÉS

*Caliban et la Sorcière* est un ouvrage paru en version originale anglaise en 2004, avant d'être traduit en français aux éditions Entremonde en 2014. Son succès lui a valu une réédition en 2017. L'auteure, Silvia Federici, est une universitaire américaine d'origine italienne qui, après avoir fait une partie de sa carrière au Nigéria, est devenue professeure émérite en sciences sociales à l'université Hofstra de New York. Elle est également militante féministe, d'une tradition qui est généralement qualifiée d'« autonome », de « radicale » voire de « matérialiste ».

Dans cet ouvrage, le plus célèbre qu'elle ait écrit, elle développe une thèse que l'on pourrait résumer ainsi : l'épisode de la grande chasse aux sorcières en Europe doit être compris comme un moment de l'accumulation primitive capitaliste, qui correspond à un asservissement généralisé des femmes et qui a été aussi indispensable au développement du capitalisme naissant que l'a été, par exemple, la Traite des Noirs.

C'est avec une curiosité non dissimulée que nous avons décidé d'entreprendre la lecture d'un texte qui traite d'une matière dont nous ne sommes ni l'un ni l'autre des spécialistes. Nous sommes rapidement allés d'étonnement en étonnement...



Il serait évidemment bien malvenu de reprocher à Silvia Federici d'avoir voulu faire un travail d'historienne sans en avoir la formation académique. Bien d'excellents ouvrages ont été ainsi écrits par des gens qui n'étaient pas des spécialistes, voire qui ne possédaient aucun titre universitaire. En revanche, quelles que soient les compétences réelles ou supposées des auteurs, un livre d'histoire ne doit pas être un livre d'histoires : les faits et les idées qu'il contient doivent être présentés avec rigueur et honnêteté – d'autant plus lorsque, comme c'est le cas ici, il prétend remettre en cause des faits qui font consensus. Et c'est là que le bât blesse...

## A. Révolutionner l'historiographie ?

Un des thèmes sur lesquels *Caliban...* affirme explicitement proposer une révolution historiographique est celui de la chasse aux sorcières, un mouvement qui a touché l'ensemble de l'Europe de l'ouest à la charnière des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles.

Le regard que l'auteure porte sur l'historiographie (fort copieuse) qui la précède ne se signale ni par son indulgence ni par sa sobriété :

« Le fait que les victimes, en Europe, aient principalement été des paysannes explique probablement l'indifférence des historiens à ce génocide. Une indifférence qui a frôlé la complicité, l'effacement de la chasse aux sorcières des pages de l'histoire ayant contribué à banaliser leur élimination physique sur le bûcher. (...) Le genre de misogynie qui a inspiré les approches universitaires sur la chasse aux sorcières abonde [sic]. Comme Mary Daly l'a signalé dès 1978, la plupart de la littérature à ce sujet a été écrite "du point de vue du bourreau", discréditant les victimes de la persécution, les représentant comme des ratées (des femmes "deshonorées" ou frustrées en amour) ou même des perverses prenant plaisir à taquiner les inquisiteurs mâles avec leur fantasmes. » (p. 252).

Rien que ça. Cette vision des choses n'a manifestement qu'un lointain rapport avec les ouvrages académiques que nous avons pu consulter. À l'appui de son jugement catégorique sur ses prédécesseurs, Federici ne mentionne à ce moment de son exposé rien des travaux de spécialistes comme l'américain Levack ou le français Muchembled; elle convoque en tout et pour tout deux auteurs d'une *Histoire de la psychiatrie*, qui se trouvent être non des historiens... mais des psychanalystes. Or, en France, la chasse aux sorcières a été étudiée dès 1862 par le plus fameux historien de cette époque, le rationaliste Jules Michelet; son ouvrage, *La Sorcière*, encore considéré de nos jours comme une référence internationale, est justement tout entier rédigé du point de vue de la victime, vis-à-vis de laquelle il manifeste en permanence une fort lyrique empathie. Cela n'empêche pas Silvia Federici d'affirmer que « c'est seulement à la suite du mouvement féministe que la chasse aux sorcières est sortie des oubliettes où on l'avait reléguée » (page 253), comme si ce sujet n'avait pas occupé, outre Michelet, des générations d'historiens. Il n'y a pas de raison de faire systématiquement œuvre de révérence aux grands classiques, mais l'auteure adopte vis-à-vis des historiens académiques

une attitude qui mêle une étonnante ignorance à une très violente arrogance, comme lorsqu'elle attaque nommément son éminent confrère italien Carlo Ginzburg, en écrivant à propos d'une de ses analyses (très brièvement citée) qu'« il rend ainsi les victimes responsables de leur funeste destin » (p. 310). Historien de renom, fondateur et chef de file de la « microhistoire », mais aussi militant de gauche ayant notamment utilisé ses compétences sur la chasse aux sorcières pour éclairer la logique de procès contemporains intentés à des militants d'extrême gauche italiens tels qu'Adriano Sofri, Carlo Ginzburg est pourtant a priori bien peu suspect de ce dont Federici l'accuse.

La question centrale du nombre de victimes de la chasse aux sorcières illustre la désinvolture avec laquelle Federici procède. À plusieurs reprises dans l'ouvrage, elle fait état de « centaines de milliers » d'exécutions. Or, l'estimation la plus haute émanant d'une historienne professionnelle (Anne Barstow) évalue le nombre des victimes à 100 000, les autres spécialistes (Hutton, Levack, Rowlands, Vissière) le situant unanimement entre 40 000 et 60 000. Gonfler les chiffres en les multipliant environ par dix est manifestement nécessaire à la construction de la thèse du livre : « Les féministes comprirent rapidement que des centaines de milliers de femmes n'avaient pas pu être massacrées et soumises aux plus cruelles tortures sans avoir menacé la structure du pouvoir » (p. 254). Plus loin sur la même page, les historiens marxistes sont eux aussi accusés d'avoir refusé de voir la réalité : « L'ampleur du massacre aurait dû éveiller quelques soupçons, des centaines de milliers de femmes ayant été brûlées, pendues et torturées en moins de deux siècles. »

Mais comment justifier cette liberté prise avec les chiffres couramment admis ? La note 11 p. 254, la seule à aborder la question, affirme que la question est « controversée ». De cette controverse, l'auteure ne retient que l'estimation la plus haute, celle d'Anne Barstow, qu'elle transforme aussitôt en « plusieurs centaines de milliers » (sans autre forme de procès, pourrait-on dire...). Ce faisant, elle témoigne toutefois, s'il est permis de parler ainsi, d'une certaine retenue : l'inflation sur cette question est une tradition bien établie dans certaines branches du féminisme, puisque dès 1893, la suffragette Joslyn Gage avançait déjà dans son livre *Woman, Church, and State* le chiffre proprement délirant de 9 millions de tuées.

D'une manière générale, il est tout aussi frappant que *Caliban...*, contrairement à l'usage, ne propose à peu près aucune réflexion sur l'utilisation de

ses sources. On est ainsi surpris de tout ce que Federici sait ou croit savoir, notamment à propos des classes populaires de l'époque dite moderne (à partir du XVI<sup>e</sup> siècle), pour lesquelles on dispose pourtant de bien peu de sources. En réalité, sa méthode consiste à pratiquer un « *cherry-picking* »<sup>1</sup> en fonction des besoins de sa thèse, quitte, lorsque cela ne suffit pas, à tricher un peu pour combler les vides.

*Caliban...* contient certes de bons passages, bien étayés par des faits précis et sourcés. Généralement, ils sont largement empruntés à d'autres auteurs et, surtout, ils ne concernent pas le cœur de sa thèse, comme lorsque pages 45-46 Federici évoque de manière fort intéressante les résistances paysannes aux corvées et autres obligations imposées par le seigneur. Bien souvent, en revanche, elle tire des conclusions définitives sur certains sujets sans preuves suffisantes. Aux preuves directes qui nourrissent d'autres causalités que celles qu'elle a choisi de privilégier, l'auteure préfère généralement des « preuves indirectes » ténues allant dans son sens :

« L'esclavage eut aussi un impact sur les salaires des travailleurs européens et sur leur statut légal : on ne peut pas parler de coïncidence si c'est seulement avec la fin de l'esclavage que les salaires augmentèrent nettement en Europe et que les ouvriers européens obtinrent le droit de s'organiser. » (page 185)

Or, pointer une corrélation ne suffit pas à démontrer une causalité. Pour cela, il faudrait encore... mettre en évidence la relation de cause à effet. Sinon, on pourrait aussi prétendre que ce n'est pas une coïncidence si le nombre de cas d'autismes recensés a augmenté depuis l'introduction du vaccin ROR (ou depuis que l'on trouve des produits bio en supermarché, ça marche aussi).

Federici utilise parfois comme preuve des reconstructions (plus ou moins) logiques *a posteriori* et qui sont de son propre fait. Bien souvent, la preuve que les choses se sont passées comme cela, c'est qu'à l'intérieur de sa grille de lecture, il serait logique qu'elles se fussent passées ainsi. Les expressions du type « on devine que... » abondent ainsi dans l'ouvrage.

---

1. En science, le « *cherry-picking* » est une technique frauduleuse qui consiste, parmi une foule de résultats, à ne retenir que ceux qui vont dans le sens de la thèse de départ en ignorant délibérément les résultats contraires.

## B. La manipulation de l'iconographie

Mais la principale technique compensatrice utilisée par l'auteure, qui relève parfois de la pure et simple manipulation, reste l'usage qu'elle fait de l'iconographie, particulièrement riche<sup>1</sup>. Page 35, alors qu'elle entend démontrer l'ampleur du recul de la condition féminine lors de l'époque moderne, qui se traduit notamment par une division du travail plus genrée que précédemment, le lecteur se voit proposer une image qui représente des femmes maçonnes au Moyen Âge :



*Miniature tirée d'un manuscrit de La Cité des dames attribuée au Maître de la Cité des dames, BNF. Seule la partie droite de cette image a été reproduite dans Caliban.*

À ce moment de sa lecture, le lecteur circonspect trouve ces « maçonnes » du XV<sup>e</sup> siècle tout de même particulièrement bien habillées, et s'étonne que l'une d'elles porte même un couvre-chef aux allures royales. En l'absence d'autres précisions sur la provenance de ladite illustration (une constante tout au long du livre), il recourt alors à internet pour retrouver l'image originelle<sup>2</sup>. On constate donc que Silvia Federici a

I. On peut déplorer à ce sujet le travail de l'éditeur, qui n'aide pas à la compréhension. On peut par exemple trouver dans la deuxième édition page 89 une illustration avec une légende à propos des dégâts de la Peste Noire de 1348 en Europe, alors qu'il s'agit en fait de la représentation d'un bordel au XV<sup>e</sup> siècle, une erreur qui ne semble pas figurer dans l'édition originale. Dans la première édition, par contre, c'est une même légende qui se retrouve sous deux illustrations différentes, page 79 et page 95.

II. [https://fr.wikipedia.org/wiki/La\\_Cit%C3%A9\\_des\\_dames](https://fr.wikipedia.org/wiki/La_Cit%C3%A9_des_dames)

non seulement soigneusement amputé cette image de sa partie gauche, qui va nettement moins dans le sens de sa thèse, mais surtout qu'elle lui a fait dire exactement l'inverse de ce qu'elle dit. En effet, il se trouve que l'illustration est extraite d'un livre de Christine de Pizan intitulé *La Cité des Dames*, paru en 1405, dans lequel l'auteure développe une utopie féministe où les femmes armées de la raison pourront édifier une nouvelle société plus égalitaire entre les sexes. Autrement dit, il ne s'agit nullement d'une scène réelle, et : la maçonne n'est autre que Christine de Pizan elle-même, s'attelant à la construction de sa cité avec l'aide de trois allégories couronnées : la raison, droiture et la justice.

Mais un des exemples les plus significatifs – et, osons le mot, indignes – des procédés tendancieux de *Caliban...* se trouve page 206, avec une illustration qui reproduit la couverture – la dissection publique d'un corps de femme – de l'ouvrage *De humanis corporis fabrica*, publié en 1543.

Nulle part il n'est précisé que l'auteur du livre est Vésale, ni qu'il s'agit du premier traité moderne d'anatomie, considéré comme un tournant dans l'histoire de la médecine qui tentait, pour la première fois, de représenter correctement le corps humain (dont les organes génitaux féminins). Pour Federici, la scène illustre plutôt autre chose : « Le triomphe du mâle, de la classe dominante, de l'ordre patriarcal à travers la constitution d'un nouveau théâtre anatomique ne saurait être plus complet. » On l'aura compris, le point essentiel à ses yeux est que le corps disséqué soit celui d'une femme, forcément humiliée par l'opération. Or, quand on parcourt les illustrations d'époque à propos des dissections publiques, on constate rapidement que la grande majorité d'entre elles, dont la célèbre *Leçon d'anatomie du Docteur Tulp* de Rembrandt, étaient pratiquées sur des corps d'hommes et non de femmes, et que l'illustration choisie par Federici est plutôt l'exception que la règle – elle propose d'ailleurs elle-même page 216 une image de dissection d'un corps manifestement masculin.

## C. Mille et une manières de s'arranger avec les faits

Seule une armée de spécialistes résolu à sacrifier leur temps sans compter pourrait rectifier toutes les affirmations aussi péremptoires qu'inexactes qui jalonnent *Caliban...* Le manque de sérieux et la liberté prise avec les faits transpirent tout au long de sa lecture.

On a déjà pu apprécier à propos de la chasse aux sorcières le rapport assez distant qu'entretient Silvia Federici avec les chiffres. En voici un autre exemple : page 80, elle présente la bataille de Roosebeke de 1382, qui a opposé une milice des tisserands de Gand en révolte à une armée française venue protéger les intérêts des nobles et bourgeois locaux. Selon elle, « 26 000 révoltés » furent tués lors de cette bataille. Or, ce nombre de 26 000 concerne en fait le nombre total de morts de la bataille, les deux camps confondus<sup>1</sup>. Dans le même esprit, une note de la page 36 affirme que, vers la fin de l'Empire romain, les révoltes bagaudes « s'emparèrent de la Gaule », alors qu'à leur extension la plus grande, elles n'en tenaient que les deux cinquièmes. Si contrairement au chiffrage du nombre de victimes de la chasse aux sorcières, ce sont là des erreurs annexes par rapport à la thèse principale de l'ouvrage ; elles n'en sont pas moins significatives de la légèreté de l'entreprise.

Du fait à la fois des choix de vocabulaire et de l'élasticité des concepts utilisés, le lecteur est confronté tout au long du livre à une plus ou moins forte mais assez permanente impression d'anachronisme. Ainsi, lorsqu'elle décrit les luttes de classes au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, Federici peint au bazooka une « classe dominante » dans laquelle bourgeois et nobles ont semble-t-il déjà complètement fusionné, face à un prolétariat déjà largement constitué 200 ans avant la révolution industrielle. Les luttes des hérétiques, quant à elles, sont identifiées (certes entre guillemets mais de manière « pas exagérée[e] ») à une « première "internationale prolétarienne" ». De même pour le soulèvement dit des Cabochiens, à Paris en 1413, qualifié (toujours avec des guillemets) de « démocratie ouvrière » (p. 85), ou celui des Ciompi, à Florence, promu à la page suivante – et cette fois, sans guillemets – au rang de « dictature du prolétariat ». Quant aux mentalités du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, elles sont décrites p. 299-300 comme complètement dominées par la bourgeoisie... qui n'est pourtant pas (encore) la classe dominante dans la plupart des régions concernées. La noblesse a d'ailleurs tendance à disparaître de l'ouvrage, comme si elle était déjà un épiphénomène à l'époque moderne.

L'impression d'anachronisme est également alimentée par un vocabulaire outrancier et volontairement polémique. Il en va ainsi de l'emploi aussi répété qu'injustifié des mots tels que « génocide », « holocauste »,

---

1. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille\\_de\\_Roosebeke#cite\\_note-3](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bataille_de_Roosebeke#cite_note-3)

ou encore page 194 de l'expression « camps de la mort » à propos des dégâts sur la santé des travailleurs dans les mines d'Amérique du Sud. Loin d'aider à comprendre ce qui est ainsi désigné, ce recours abusif à des termes contemporains faisant référence à la politique des nazis brouille les enjeux du passé et donne la désagréable impression qu'il faille systématiquement convoquer Auschwitz à tout propos pour frapper les esprits, comme si en dessous de ce degré d'horreur, une réalité ne pouvait pas être vraiment horrible...

Dans un autre ordre d'idées (mais dans le même esprit), on relèvera l'affirmation gratuite de la page 376, selon laquelle les calomnies déversées sur les « pétroleuses » durant la Commune de Paris de 1871 étaient « tirées du répertoire de la chasse aux sorcières ».

Ainsi que le montre aussi l'usage tous azimuts de l'idée d'« *enclosures* » (voir plus loin), Silvia Federici a l'air de penser que métaphore vaut démonstration, et que plus la métaphore est outrancière, plus la démonstration est censée être forte.

## D. Déraillement et rejet du rationalisme

Silvia Federici consacre de longs développements à expliquer que les attaques contre les sorcières étaient aussi une attaque rationaliste contre la vision magique du monde, une vision qui pour sa part aurait été plus respectueuse de la nature et du corps. Le capitalisme avait, selon elle, besoin de détruire la croyance en la magie pour imposer sa propre vision du monde, et les philosophes rationalistes l'ont sciemment aidé. Elle cite à l'appui de cette thèse un court passage de Hobbes, selon lequel les gens obéiraient mieux si la croyance dans la magie était éliminée. Hobbes est effectivement un philosophe de l'ordre, paniqué par les exactions des guerres civiles anglaises et dont les idées visent avant tout à prévenir le chaos. Pour autant, voici restituée la totalité du passage du *Léviathan* incriminé par Federici :

« Si la peur superstitieuse des esprits était écartée, et avec elle les pratiques divinatoires faites à partir des rêves, les fausses prophéties et beaucoup d'autres choses qui en dépendent, par lesquelles des individus adroits et ambitieux trompent les petites gens, les humains seraient mieux disposés qu'ils ne le sont à l'obéissance civile. ».

On voit que ce qui motive Hobbes, tout autant que l'ordre social, c'est aussi de lutter contre le pouvoir que donne l'exploitation de la crédulité d'autrui. Et, dans l'Europe moderne, pour laquelle Federici a tendance à oublier ou minimiser le poids de l'Église, cette démarche des philosophes matérialistes avait quelque chose de subversif, même en ce qui concerne l'auteur du *Léviathan*. Certes, les philosophes rationalistes de cette époque étaient, tant dans leurs idées philosophiques que politiques, loin d'être des révolutionnaires prolétariens. Mais alors, pourquoi ne pas critiquer chez eux l'insuffisance de la rupture avec l'ancien monde, les concessions aux idées anti-rationalistes (en particulier, l'idée divine), bref, l'inconséquence de leur matérialisme ? Federici choisit, au contraire, sous prétexte d'une solidarité avec les victimes de l'ordre nouveau qui se mettait alors en place, de reprendre à son compte, fût-ce d'une manière insidieuse, les pires griefs contre la science et la raison.

Pour ce faire, elle va puiser ses citations presque uniquement chez Hobbes, le plus conservateur des philosophes rationalistes de l'Europe moderne. On aimerait savoir comment des gens bien plus représentatifs, comme Hume, Locke, Diderot, d'Alembert, d'Holbach ou même Voltaire s'insèrent dans sa grille d'analyse selon laquelle les rationalistes auraient été une force au service de l'ordre établi, là où la pensée magique aurait été plus libératrice. En tout cas, même la physique newtonienne, réduite ici au rang de simple croyance, est indirectement complice de la chasse aux sorcières : « après que la physique newtonienne avait répandu la croyance que le monde naturel était vide de puissances occultes » (p. 237). Entre science et magie, la camarade Federici a choisi son camp : « Cherchant à contrôler la nature, l'organisation capitaliste du travail se devait de contrer l'imprédictibilité inhérente à la pratique de la magie, et empêcher que s'établissent des relations privilégiées avec les éléments naturels » (p. 274) ; « La lutte contre la magie a toujours accompagné le développement du capitalisme, et ce jusqu'à aujourd'hui » (p. 273). Concédons toutefois que certaines révélations stupéfiantes viennent nuancer ce tableau, même si elles n'aident pas vraiment à éclairer le lecteur ; on apprend ainsi que « La physique newtonienne devait quant à elle sa découverte de l'attraction gravitationnelle non à une perception mécaniste, mais à une conception magique de la nature » (p. 372). Comprenez qui peut.

Le « matérialisme » du féminisme dont se revendique Federici se change ainsi allègrement en son contraire : un argumentaire représentatif de

l'écoféminisme, qui se méfie politiquement de la rationalité et de la science pour leur préférer magie et superstitions. Et si, comme elle l'affirme, cette lutte est encore pertinente aujourd'hui, Silvia Federici sera peut-être présente à Washington en janvier 2018 pour faire reculer la politique de Donald Trump... en lui jetant un puissant sort, tous ensemble, entre sorcières<sup>I</sup>. [Si l'on peut entièrement partager la fin qui motive cette initiative, on se permettra quand même d'être un peu réservé quant aux moyens choisis pour mettre en échec le président états-unien.]

Après avoir affirmé que les tenants les plus célèbres de la science moderne naissante ne se sont à l'époque pas particulièrement opposés à la chasse aux sorcières, la conclusion vers laquelle tendent tous ces développements apparaît noir sur blanc page 320 : « La question qui reste en suspens est de savoir si l'essor de la méthode scientifique moderne peut être considéré comme la cause de la chasse aux sorcières » !!! Et de convoquer une auteure qui explique que l'origine ultime de la chasse aux sorcières serait... la philosophie mécaniste de Descartes. L'argumentation, d'une légèreté pachydermique, repose encore une fois sur une simple coïncidence chronologique et sur un usage abusif de la métaphore en guise de preuves.

Que répondre à de telles inepties ?

On pourrait objecter que les rationalistes de l'époque n'étaient pas vraiment en position de force et que leur silence éventuel peut aussi s'expliquer par la volonté de préserver leurs propres vies peut-être déjà menacées par ailleurs. Faut-il rappeler que Giordano Bruno a lui aussi fini sa vie sur un bûcher en 1600, comme bien des supposées sorcières ?

Mais surtout, il existe un contre-exemple majeur à la thèse de Silvia Federici, qu'elle se garde bien d'évoquer, en la personne de Jean Wier (ou Johann Weyer), médecin et philosophe du XVI<sup>e</sup> siècle, ancêtre de la psychiatrie, qui a joué un rôle dans la lutte contre la chasse aux sorcières en expliquant, en particulier dans ses livres *De praestigiis daemonum* (1563) et *De Lamis* (1577), que celles-ci n'étaient pas possédées par le démon mais victimes d'hallucinations<sup>II</sup>.

---

I. [www.konbini.com/fr/tendances-2/les-sorcieres-de-toutes-origines](http://www.konbini.com/fr/tendances-2/les-sorcieres-de-toutes-origines)

II. <http://psychiatrie.histoire.free.fr/pers/bio/wier.htm>

## E. Pour conclure cette première partie

Il peut arriver que des évolutions de la société donnent de nouvelles idées aux scientifiques, et qu'elles conduisent à regarder différemment une réalité que l'on avait déjà investiguée, mais qui est judicieusement ré-éclairé par ces nouvelles préoccupations. C'est par exemple d'une certaine manière ce qui s'est passé en biologie avec la montée de l'acceptation sociale de l'homosexualité suite aux luttes des années 1960 et 1970 : les biologistes se sont mis à s'intéresser au sexe des animaux qu'ils voyaient copuler et se sont rendus compte qu'en fait il y avait parmi eux une partie de « couples » de même sexe bien plus importante que ce que l'on n'avait cru jusqu'alors... faute de s'être simplement intéressé à la chose.

Ce genre de changement de paradigme peut se produire en histoire, et le révisionnisme peut être fécond. Mais pour que cette nouvelle perspective soit une avancée, et non une simple lubie, elle doit s'appuyer sur des observations solides et sur des archives conséquentes ; elle doit prouver sa légitimité pour mériter de corriger, voire de remplacer, l'ancienne. Ainsi, pour réévaluer la portée historique de la chasse aux sorcières – et, au-delà, de la place assignée aux femmes dans l'accumulation primitive du capital –, ainsi que Silvia Federici prétend le faire, il faudra bien plus que des chiffres sortis d'un chapeau, des « preuves » indirectes, de pures spéculations intellectuelles, des « oublis » qui arrangent bien et, pour faire bonne mesure, quelques documents détournés de leur sens réel.

L'article dans son intégralité est disponible sur :

<https://blogs.mediapart.fr/yann-kindo/blog/101217/caliban-et-la-sorciere-ou-l-histoire-au-bucher-12-0>

## II. ACCUMULATION PRIMITIVE ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

Le livre de Federici soulève la question du rapport historique et logique entre la dégradation de la position des femmes, dans le monde du travail et dans la société en général, et la mise en place de la société capitaliste. On vient de voir qu'à cette question, et ne serait-ce que sur un strict plan factuel, il apporte d'innombrables éléments de réponse biaisés, voire franchement fantasmés. Mais on doit aussi remarquer que le livre ne se présente pas comme une discussion scientifique. À aucun moment, en effet, tout au long de ses plus de 400 pages, il ne prend la peine d'évoquer les différentes thèses en présence, les autres explications possibles, ni de les discuter en soulignant leurs éventuelles faiblesses et en montrant en quoi le point de vue qu'il propose est plus satisfaisant ; seule l'idée de l'auteure est exposée (mieux vaudrait dire : assénée).

La question qu'il soulève est en elle-même tout à fait légitime. L'ensemble des historiens s'accorde depuis longtemps sur le fait que les siècles qui séparent la fin du Moyen Âge de la révolution industrielle sont en Europe ceux d'un recul global, de fait comme de droit, de la condition féminine. Sur le plan juridique, ce recul connaît en France son point extrême avec le Code Napoléon, qui consacre pour les femmes la situation de mineures à vie. Le mouvement vient de loin : les premières attaques contre les droits des femmes à exercer certains métiers remontent au XII<sup>e</sup> siècle. Indépendamment même du fait que la chasse aux sorcières ait réellement été un moyen de mettre l'ensemble des femmes au pas (une idée, on l'a vu, fort contestable), et sans idéaliser le moins du monde la place des femmes au Moyen Âge, il n'en reste pas moins que la transition du féodalisme au capitalisme s'est manifestement accompagnée, en Europe, d'un renforcement général de la domination masculine.

Cependant, et quitte à énoncer une évidence, ce constat ne suffit pas, à lui seul, à en déduire que la mise au pas des femmes était une condition nécessaire à l'accumulation du capital. Répétons-le, corrélation ne vaut pas causalité ; avant de conclure, il faudrait donc envisager les

différents rapports possibles entre les deux phénomènes et évaluer leur vraisemblance.

Un élément permet certes d'écartier d'emblée la simple coïncidence : il s'agit du rôle essentiel joué par la promotion du droit romain, sur laquelle insiste toute l'historiographie, mais dont Federici, sauf erreur et assez étrangement, ne souffle mot. La redécouverte de ce droit à la fin du Moyen Âge correspondait à un double besoin : d'une part, celui éprouvé par la bourgeoisie montante, qui y trouva (ou y retrouva) un instrument particulièrement adapté à codifier la propriété marchande (par opposition au droit féodal, qui admettait une multiplicité de droits sur une même terre); de l'autre, celle des États en reconstruction, pour qui ce droit codifiait le nouveau périmètre de la puissance publique. Or, le droit romain était aussi celui qui consacrait l'infériorité juridique des femmes, en donnant au chef de famille (masculin) une puissance exorbitante sur le reste de la famille (épouse, enfants non mariés et, à l'origine, esclaves) – sur ce sujet, on pourra consulter un article très intéressant d'Alain Bihl<sup>1</sup>. Il y a donc bel et bien un rapport de causalité entre la gestation du capitalisme et la dégradation de la condition féminine en Europe. Tout le problème est de savoir la nature exacte de cette causalité, une question qui est loin d'être aussi simple que voudrait le faire croire *Caliban...* Comme, ainsi qu'on l'a dit, il n'y a pas trace de discussion d'autres thèses dans le livre, celui-ci se limite à décliner deux arguments fondamentaux.

## A. Le natalisme, fruit d'une crise démographique ?

Le premier, sans doute le plus original, est que le capitalisme naissant aurait été confronté à un risque de pénurie de main d'œuvre (risque réel ou fantasmé, le texte n'est pas clair et n'avance aucune source sur ce point). Ainsi, c'est au niveau social le plus élevé, celui de l'État, qu'une stricte politique nataliste fut mise en place afin de déjouer cette possible crise. Une législation de plus en plus féroce enferma donc toujours davantage les femmes dans le rôle de reproductrices, tandis que les pratiques pouvant faire baisser la natalité étaient de plus en plus sévèrement punies.

---

1. [www.revue-interrogations.org/La-reinvention-du-droit-romain-au](http://www.revue-interrogations.org/La-reinvention-du-droit-romain-au)

Mais si le fait (la politique nataliste, la répression de la contraception et de l'avortement) est avéré, on a du mal à être convaincu par les causes invoquées. Federici écrit, par exemple :

« La question du travail devint particulièrement urgente au XVII<sup>e</sup> siècle, quand la population en Europe continua encore à décliner, amenant le spectre d'un effondrement démographique similaire à celui qui avait eu lieu dans les colonies américaines dans les décennies suivant la conquête. » (p. 332)

Or, cette affirmation, une fois de plus, ne repose sur aucune preuve tangible. L'avis général, si ce n'est unanime, des spécialistes fait état d'une croissance démographique lente à partir du début du XV<sup>e</sup> siècle, et l'on cherche en vain les travaux établissant un « déclin », dont il faudrait de surcroît que les contemporains aient eu une plus ou moins claire conscience. La réalité des faits suggère donc que la politique nataliste menée par les États devrait éventuellement être attribuée bien moins aux problèmes réels du capitalisme naissant qu'aux angoisses peu justifiées de ses promoteurs, ce qui est déjà fort différent. Mais surtout, dans un contexte de fortes rivalités militaires, point n'est besoin de recourir à des raisonnements forcés autour de l'accumulation primitive pour expliquer que les États de l'époque moderne, dans la compétition qui les opposait, souhaitaient disposer de la population la plus nombreuse possible. Dans cette hypothèse, les mesures natalistes auraient plutôt correspondu aux nécessités politiques du moment, et pas particulièrement à des exigences profondes du nouveau système économique.

Au passage, on ne peut qu'être étonné en lisant à propos de cette politique nataliste menée par les États que « même ensuite, jusqu'à nos jours, l'État n'a pas ménagé ses efforts pour reprendre aux femmes le contrôle sur la reproduction » (p. 186). On ne sait pas très bien à quoi cette phrase est censée faire allusion mais il y a là, pour le moins, une généralisation atemporelle bien hâtive, qui balaie d'un même revers de main Malthus et la pilule, et sonne étrangement à l'heure de la légalisation de la PMA. Dans la plupart des pays développés, les femmes ont acquis tant le droit au divorce que celui à la contraception et à l'avortement, sans qu'on ait l'impression que l'État, en tant que tel, mène une lutte continue pour les leur reprendre. Qu'il existe des courants politiques réactionnaires qui militent en ce sens, et que de tels courants, hélas, remportent parfois

des victoires, est une chose. Mais présenter de tels reculs (ou menaces de reculs) comme le résultat d'une volonté politique générale des États, c'est une fois encore regarder les faits avec des verres singulièrement déformants. Ce qui menace aujourd'hui la possibilité des femmes de contrôler pleinement leur corps, ce sont les résidus d'arriération religieuse et les politiques austéritaires dans le domaine de la santé, et non une supposée essence éternellement nataliste du capitalisme.

## B. Travail domestique et rentabilité du capital

Passons au second argument, depuis longtemps formulé par le courant du féminisme matérialiste auquel se rattache Federici : en fournissant du travail domestique, donc gratuit, pour reproduire la force de travail, les femmes auraient contribué à relever d'une manière décisive le taux de profit :

« Le développement de la famille moderne manifestait le premier investissement à long terme effectué par la classe capitaliste dans la reproduction de la force de travail au-delà de son accroissement numérique. Ce fut le résultat d'un compromis, conclu sous la menace d'une insurrection, entre la garantie de salaires plus élevés, permettant d'entretenir une épouse "non-travailleuse", et un taux d'exploitation plus intensif. Marx en parle comme du passage de la "plus-value absolue" à la "plus-value relative". » (p. 200)

Passons sur les inexactitudes (un taux « plus intensif », ou le prétendu « passage » d'une forme de plus-value à l'autre) et sur les affirmations sans fondements (la famille comme « investissement » effectué par la classe capitaliste, la conclusion d'un « compromis » octroyant, sous la menace d'une insurrection, des « garanties » aux travailleurs masculins). Il ressort de ce passage une idée somme toute incontestable : toutes choses égales par ailleurs, la fourniture de travail gratuit (il serait plus exact de dire quasi-gratuit) par une fraction de la classe travailleuse, pour la production d'une marchandise utilisée dans la production – en l'occurrence, la force de travail – représente un gain supplémentaire pour la classe capitaliste. Toute la question est de savoir ce que l'on peut en conclure.

Traditionnellement, le courant féministe matérialiste y a vu l'indication que la subordination des femmes et leur relégation dans la sphère du travail domestique étaient une dimension vitale pour le capitalisme :

le taux de profit ne pourrait supporter que le travail des femmes soit rémunéré au même niveau que celui des salariés masculins. Or, ce raisonnement en apparence convaincant repose sur une série de glissements, ou d'hypothèses implicites, qui n'ont rien d'évident.

Sans reprendre tous les arguments que l'un d'entre nous avait déjà développés à ce propos<sup>1</sup>, disons que si le travail domestique quasi-gratuit a sans aucun doute représenté (et représente encore) une aubaine pour le capitalisme, rien ne permet d'affirmer que celui-ci ne se serait pas fort bien accommodé d'une autre configuration. Il est notamment tout à fait envisageable que si ce travail, pour une raison quelconque, avait dû être rémunéré, les salaires masculins auraient alors été (encore) moins élevés qu'ils ne le furent. Autrement dit, en raisonnant toutes choses (en particulier le salaire masculin) égales par ailleurs, la fin du travail domestique quasi-gratuit provoquerait une baisse du taux de profit. Mais rien ne prouve que toutes choses, en particulier le salaire masculin, auraient dû, ou devraient, rester égales par ailleurs.

Terminons en relevant l'affirmation aussi osée que péremptoire selon laquelle, en ce qui concerne les progrès de productivité, l'impact du travail gratuit des femmes éclipsa de loin la division du travail et la révolution industrielle – soit une remise en cause complète de la vision traditionnelle de l'histoire économique :

« Il faut souligner cet aspect, étant donné la tendance existante à attribuer le progrès que le capitalisme apporta à la productivité du travail à la seule spécialisation des tâches. En réalité les avantages que la classe capitaliste tira de la différenciation entre travail industriel et agricole au sein du travail industriel lui-même [*sic*], célébré par Adam Smith dans son ode à la fabrication d'épingles, sont *bien peu de choses* en comparaison de ceux qu'elle retira de la dévalorisation du travail des femmes et de leur position sociale. » (page 234, nos soulignés)

Bien évidemment, c'est en vain qu'on attendra la moindre justification de cette affirmation « radicale » par des données quantitatives.

---

1. À retrouver sur le blog de Christophe Darmangeat.

### C. Les femmes et les *enclosures*

L'idée que la mise en tutelle des femmes a pu constituer une dimension importante, voire essentielle de l'accumulation primitive, bien qu'elle ne nous apparaisse pas comme la plus vraisemblable, n'est pas absurde *a priori*, et pourrait être discutée ; encore faudrait-il que ce soit sur la base de faits non biaisés et d'authentiques raisonnements. Au lieu de cela, ceux-ci sont souvent remplacés par de purs effets rhétoriques. On sait que l'acte emblématique de l'accumulation primitive a été les *enclosures*, cette mise en clôtures des terres communales qui a ruiné la petite paysannerie en Angleterre. Sous la plume de Federici – qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse –, la subordination des femmes doit donc absolument être elle aussi, une « *enclosure* ». Cette affirmation maintes fois réitérée tout au long de l'ouvrage aboutit à une formulation telle que celle-ci, à propos de la chasse aux sorcières et du colonialisme :

« Il s'agit également d'une stratégie d'*enclosure* qui, suivant les contextes, pouvait être une *enclosure* de la terre, du corps, ou des relations sociales. » (p. 382).

Le lecteur qui n'a pas encore perdu la raison se dit alors que soit le terme « *enclosure* » est un fourre-tout censé pouvoir qualifier à peu près n'importe quoi ; soit il est utilisé dans son sens normal, à savoir « l'instauration de barrières » (y compris pour les corps ou les relations sociales, donc). Mais alors quelles sont concrètement ces « *enclosures* » qui privatisent et enferment ainsi les corps des femmes ? Même lorsque les formulations paraissent moins brumeuses, les raisonnements qui les sous-tendent ne sont guère plus admissibles. Ainsi :

« Dans ce nouveau contrat social/sexuel, les femmes prolétaires remplaçaient pour les travailleurs mâles les terres perdues lors des *enclosures*, devenant leur moyen de reproduction le plus fondamental et un bien commun que tout le monde pouvait s'approprier et utiliser à volonté. (...) dans la nouvelle organisation du travail, chaque femme (à part celles qui étaient privatisées par les bourgeois) devenait un bien commun, dans la mesure où, dès lors que les activités des femmes étaient définies comme du non-travail, leur travail commençait à apparaître comme une ressource naturelle, disponible à tous, tout comme l'air que l'on respire ou l'eau que l'on boit. » (p. 195-196, souligné par l'auteur)

Le clou est enfoncé quelques lignes plus loin :

« Dans l'Europe précapitaliste, la subordination des femmes aux hommes était modérée par le fait qu'ils avaient accès aux communaux, alors que dans le nouveau régime capitaliste les femmes elles-mêmes devenaient les communaux, dès lors que leur travail était défini comme une ressource naturelle, en-dehors de la sphère des rapports marchands. » (*ibid.*, souligné par l'auteur)

En quoi, dans la nouvelle société, chaque femme non bourgeoise devenait-elle une ressource « commune » ? Mystère. Si, comme l'explique par ailleurs Federici à l'envi, les femmes et leur travail ont été, au cours de cette évolution, appropriées de manière plus privative qu'auparavant par les hommes (père puis mari), il faudrait plutôt en conclure exactement l'inverse. Si l'on comprend bien – ce qui n'est pas chose aisée – et que l'on rapproche les métaphores économiques utilisées à différents endroits du livre, les femmes deviennent alors au cours de la période considérée de très oxymoriques « biens communs enclos », en quelque sorte. Et l'on se dit qu'en fait tout cela nous éclaire plutôt obscurément... Cette confusion assez grossière entre gratuité et communalité n'a qu'une explication : la volonté d'établir à tout prix un parallèle entre les clôtures des champs et le sort des femmes, pour s'adresser à l'imagination à défaut de la raison.

## D. L'idéalisation des sociétés précapitalistes

Pour en revenir au fond de la thèse, s'il est un aspect pour lequel on peut de manière assez sûre établir un lien de cause à effet entre la montée des rapports capitalistes et les modifications des rapports sociaux « de reproduction », c'est l'émergence de la famille nucléaire. On a pu, par exemple, expliquer de manière très convaincante comment la marchandisation des relations économiques tend à dissoudre les anciennes formes familiales, plus étendues, et à favoriser l'unité socio-économique composée d'un couple et de ses enfants. Il est en revanche beaucoup plus difficile de situer, dans ce mouvement, la place et la nécessité de la domination masculine, ainsi que celle de la relégation des femmes aux tâches domestiques. On a déjà évoqué la prudence qui s'imposait sur les conclusions à tirer de l'impact du travail domestique sur la rentabilité du capital. Mais il faut également remarquer qu'en soi, il est parfaitement indifférent au capital

que ce travail domestique soit effectué par des femmes à titre exclusif ou principal, plutôt que par des hommes. Du travail gratuit est du travail gratuit, quel que soit le sexe de celui qui l'effectue, et la plus-value n'a pas davantage de genre qu'elle n'a d'odeur.

Dès le début de l'ouvrage, Silvia Federici nous dit qu'« avec la société capitaliste l'identité sexuelle devient le vecteur de fonctions spécifiques » (p. 23). Pourtant, la spécialisation des femmes dans le travail domestique n'a pas été créée ex nihilo par le capitalisme naissant ; et quand bien même il l'a manifestement renforcée, celle-ci représentait un héritage qui semble aussi ancien que les sociétés humaines elles-mêmes. Or, sur le plan des rapports entre les sexes, Federici peint volontiers un tableau idyllique mais fallacieux des sociétés précédentes, afin de mieux faire ressortir la noirceur de la nôtre.

C'est d'abord ce Moyen Âge pour lequel la place des femmes est copieusement idéalisée :

« Les femmes servies étaient moins dépendantes de leur compagnon mâle, moins différenciées d'eux socialement et psychologiquement, et moins asservies aux besoins des hommes que les femmes "libres" ne devaient l'être par la suite dans la société capitaliste. » (p. 40)

Pourtant, l'auteure précise juste après que la limite à la dépendance de la femme par rapport à son compagnon reposait sur... l'autorité du seigneur, propriétaire des terres et des personnes :

« C'était le seigneur qui commandait le travail et les relations sociales des femmes, décidant par exemple si une veuve devait se remarier et qui devait être son époux, revendiquant même dans certaines régions le *jus primae noctis*, le droit de coucher avec la femme du serf lors de la nuit de noces. »

Cette forme de dépendance et d'asservissement ne semble donc a priori guère plus enviable que celle qui lui a succédé. Page 179, et à propos du XVII<sup>e</sup> siècle, on lit : « Un nouveau modèle de féminité émergea à la suite de cette défaite : la femme et l'épouse idéale, passive, obéissante, économe, taiseuse, travailleuse et chaste ». Certainement. Mais en quoi est-ce fondamentalement différent du modèle de féminité proposé aux XI<sup>e</sup>/XIII<sup>e</sup> siècle dans les romans qui mettaient en scène l'amour courtois, tel que le décrit Georges Duby dans *Mâle Moyen Âge*, un recueil au titre significatif :

« L'homme en effet, qui prend femme, quel que soit son âge doit se comporter en senior et tenir cette femme en bride, sous son étroit contrôle. (...) L'accord porte en premier lieu sur ce postulat, obstinément proclamé, que la femme est un être faible qui doit être nécessairement soumis parce que naturellement pervers, qu'elle est vouée à servir l'homme dans le mariage, et que l'homme est en pouvoir légitime de s'en servir. »<sup>I</sup>

Et ce n'est pas pour rien qu'un spécialiste de l'histoire médiévale du genre, bien que sans nier la dégradation postérieure de la position féminine, peut conclure son ouvrage sur le sujet de la manière suivante :

« Dans de nombreux domaines, [la distinction de sexe du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle] se traduit par une domination masculine et une dévalorisation du féminin. (...) Dans les modes de représentation, le féminin est du côté du charnel et le masculin, du spirituel. (...) L'infériorité et la dévalorisation de la femme entraînent son exclusion du sacerdoce, de l'université ou du pouvoir urbain. »<sup>II</sup>

Mais ce sont aussi, et surtout, les sociétés colonisées, telles celles de l'Amérique précolombienne, qui font l'objet d'une fascination rétrospective qui tient largement du fantasme. On apprend donc non sans surprise que les femmes y étaient « en position de pouvoir (...) [ce qui] se reflète dans l'existence de nombreuses divinités féminines » (p. 401). Si les mots ont un sens, il s'agissait donc de matriarcats. Une telle révélation, qui contredit toute les connaissances ethnologiques, ne s'encombre d'aucune référence (et pour cause), et ne s'appuie que sur un argument réfuté depuis longtemps, nombre de sociétés ayant adoré des divinités féminines tout en étant parfaitement patriarcales.

## E. Le capitalisme et la situation des femmes

Le biais est à double sens : dans la vision que propose Federici, le capitalisme est unilatéralement présenté comme un système dégradant la position des femmes. Cette dégradation, vue comme une condition nécessaire de son enfantement, est également censée marquer toute son

---

I. GEORGES DUBY, « L'amour en France au XII<sup>e</sup> siècle », *Mâle Moyen Âge*, Flammarion, 1988, p. 37.

II. D. LETT, *Hommes et femmes au Moyen Âge*, Armand Colin 2013, p. 211-213.

évolution postérieure, jusqu'à nos jours. Mais une telle version des effets ment au mieux par omission.

Pour commencer, la période dont traite Federici concerne moins le capitalisme lui-même que les formes sociales hybrides qui l'ont précédées – le XVI<sup>e</sup> siècle était certes en train d'engendrer le capitalisme, mais on était encore suffisamment loin du compte pour que la bourgeoisie ait été obligée, dans les siècles suivants, de renverser le pouvoir politique par la force afin d'imposer la nouvelle structure sociale.

Ensuite, Federici elle-même en vient à montrer (p. 57 et suivantes), pour une fois avec des exemples précis, que le processus de monétarisation de l'économie du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle poussa de nombreuses femmes des campagnes à migrer vers les villes, où elles eurent accès à toute une gamme d'emplois variés et à plus d'autonomie.... ce qui est parfaitement contradictoire avec la thèse générale du livre.

À partir de la révolution industrielle, et de manière de plus en plus marquée au XX<sup>e</sup> siècle, le système capitaliste a incontestablement produit un effet émancipateur sur la condition des femmes, de manière éclatante au cœur des pays les plus riches. Nous vivons dans la première de toutes les sociétés humaines connues qui ait secrété l'idéal de l'égalité des sexes – c'est-à-dire de l'indifférenciation sociale des genres. Même si cet idéal est encore loin de connaître une réalisation pleine et entière, nos sociétés n'en demeurent pas moins les seules à avoir, sur le plan juridique, fait tomber une à une toutes les barrières qui séparaient juridiquement les femmes des hommes, en particulier en ce qui concerne l'accès réservé à certains emplois. Le fait que les principaux États de la planète, depuis des décennies, promeuvent (au moins en paroles) l'égalité hommes-femmes participe à ce mouvement. Au demeurant, c'est aussi un des éléments qui permettent de penser qu'un tel programme n'est guère subversif pour le grand capital, que ces mêmes États servent avec zèle.

On peut là aussi, bien sûr, discuter des raisons pour lesquelles cette évolution s'est produite ; et l'un de nous, dans un livre paru il y a quelques années<sup>1</sup>, en a proposé une explication d'ordre matérialiste. Mais dans le texte de *Caliban...*, la discussion n'est même pas envisageable – ne serait-ce que pour tenter de comprendre le renversement par rapport aux tendances constatées à la Renaissance : cette dimension majeure de la

---

1. [www.hobo-diffusion.com/catalogue/1175/le-communisme-primitif](http://www.hobo-diffusion.com/catalogue/1175/le-communisme-primitif)

réalité est purement et simplement évacuée. Sous la plume de Federici, le capitalisme devient un système qui, de manière systématique et pour des raisons congénitales, ne peut que reléguer les femmes dans la sphère domestique et organiser leur oppression.

## F. Sus au matérialisme historique

On ne saurait terminer ce compte-rendu sans relever les quelques passages dans lesquels Federici entend explicitement critiquer Marx et, surtout, reconsidérer la place du système capitaliste dans l'évolution sociale. Ainsi, il apparaît que « Marx n'aurait jamais pu penser que le capitalisme ouvrait la voie de l'émancipation humaine s'il avait envisagé cette histoire du point de vue des femmes » (p. 21). En laissant ainsi entendre que si Marx attribuait au capitalisme un rôle historique progressif, c'est parce qu'il aurait amélioré la situation des travailleurs, Federici montre qu'elle n'a pas compris une de ses idées les plus élémentaires (ou qu'elle feint de ne pas l'avoir comprise, mais le résultat est le même). Tout le raisonnement de Marx, tout le caractère « scientifique » de son socialisme reposait sur l'idée que le capitalisme, en développant les forces productives, mettait en place, pour la première fois dans l'évolution sociale humaine, les conditions du socialisme. Ainsi qu'on vient de le dire, il faudrait ajouter à cela que le capitalisme a également jeté les fondements de l'émancipation des femmes en jetant les bases de la disparition de la division sexuelle du travail.

Mais Federici balaye cela d'un revers de main. Après avoir recommandé page 39 de ne pas idéaliser « la communauté servile médiévale comme modèle d'organisation collective du travail » c'est pourtant ce qu'elle fait un peu plus loin, en y voyant un modèle de « communisme primitif » sur la base duquel il aurait été possible pour l'humanité de s'économiser le stade capitaliste de son développement – on retrouve ici le type de logique qui était celui des Narodniki russes contre lesquels s'est construit le mouvement ouvrier révolutionnaire. Federici affirme aussi hardiment que les luttes « prolétariennes » de la fin du Moyen Âge auraient fort bien pu être victorieuses (p. 107) – sans toutefois informer le lecteur du type de société qui aurait pu sortir de telles victoires hypothétiques –, et le texte propose une vision pour le moins originale de l'évolution sociale des derniers siècles :

« Le capitalisme fut la contre-révolution qui réduisit à néant les possibilités ouvertes par la lutte antiféodale. Ces possibilités, si elles étaient devenues réalités, nous auraient épargné l'immense destruction de vies humaines et de l'environnement naturel qui a marqué la progression des rapports capitalistes dans le monde entier. » (p. 36)

Quant à l'idée, fondamentale chez Marx, que le capitalisme représentait par rapport au féodalisme « une forme supérieure de vie sociale », c'est « une croyance (...) [qui] n'a toujours pas disparu » (p. 36). Au cas où l'on ait un doute, l'idée est répétée un peu plus loin :

« Il n'est pas possible d'assimiler accumulation capitaliste et libération des travailleurs, femmes ou hommes, comme nombre de marxistes l'ont fait (...) ou de comprendre l'apparition du capitalisme comme un moment de progrès historique. » (p. 118)

Que ressort-il de cela ? D'une part, que volontairement ou non, Federici appauvrit le propos de Marx, lui faisant dire que le capitalisme représente une émancipation, là où il défendait l'idée qu'il met en place les conditions d'une émancipation future, ce qui est plus qu'une nuance. Mais surtout en prétendant, sans aucune espèce de justification, que les sociétés du Moyen Âge auraient pu accoucher directement d'une société socialiste et que le capitalisme, de ce point de vue, a constitué non une avancée mais un recul, Federici jette précisément par-dessus-bord le matérialisme dont elle dit se réclamer. Aux orties, le lien étroit entre les formes de la production matérielle et les rapports sociaux ; l'idée, mille fois développée et illustrée, que le capitalisme, par la grande industrie, l'avancée des techniques et des sciences, la création du marché mondial, la concentration et l'internationalisation de la production, a pour la première fois dans l'histoire humaine jeté les bases d'une société égalitaire ; aux orties également, l'idée symétrique que sur la base d'une production limitée, la règle « à chacun selon ses besoins » ne peut que rester lettre morte, et que :

« ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire

qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. »<sup>1</sup>

Seule reste l'affirmation plate et, au fond, un rien réactionnaire que le capitalisme n'a apporté que des maux et que les sociétés humaines, en quelque sorte, « c'était mieux avant ».

## G. Conclusion

La dernière question au sujet de *Caliban...*, mais non la moindre, est celle de savoir pourquoi un livre aussi discutabile a reçu si peu de critiques et tant de louanges, jusque dans des milieux qui se réclament du marxisme.

Un premier élément d'explication tient au fait que les historiens académiques considèrent, de manière regrettable, que relever les nombreuses erreurs d'un texte destiné au grand public et dont l'auteur n'est pas rattaché à leur discipline est une perte de temps.

Mais, plus profondément, la réponse s'impose d'elle-même : *Caliban...*, malgré toutes les faiblesses de ses paroles, chante une musique qui plaît. Pour commencer, il apparaît comme un avatar supplémentaire des innombrables récits sur le matriarcat primitif – l'auteur n'hésite d'ailleurs pas à reprendre à son compte les conceptions dépassées de Bachofen et Engels sur la « défaite historique du sexe féminin » ; mais ici, le récit a été modernisé. En plus de la naissance des classes sociales, cette défaite est censée également dater du capitalisme : le dernier paradis perdu ne l'a été qu'il y a quelques siècles – et manifestement, aux yeux de l'auteur, il existe encore dans de nombreux endroits du Tiers-Monde qui résistent à la « mondialisation néolibérale ». Le récit, comme tant d'autres avant lui, joue implicitement sur le sentiment trompeur qu'un passé dans lequel les femmes auraient occupé une position favorable constituerait un socle pour leurs combats futurs.

Mais comment, au-delà même de l'absence de sérieux et d'honnêteté dans la restitution du matériel historique, des « marxistes » peuvent-ils souscrire, parfois avec enthousiasme, à un récit qui tourne le dos aux analyses les plus élémentaires du matérialisme historique ? C'est en quelque sorte un signe des temps et une preuve supplémentaire que les rapports

---

1. MARX, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, 1982 [1845], p. 95.

sociaux sont plus forts que les mots et les références abstraites. L'idée que, dans la marche à un monde débarrassé de l'exploitation, le capitalisme a représenté une étape nécessaire de l'évolution sociale, apparaît évidente à des militants qui entendent s'appuyer sur la force collective du prolétariat international, cette classe exploitée que le capitalisme a précisément fait naître. Mais, dans un contexte où ce prolétariat est plongé depuis des décennies dans l'atonie politique, nombreux sont ceux qui refusent désormais de voir en lui une force et qui en viennent à considérer que son existence (et, plus généralement, celle de l'ensemble des transformations matérielles et sociales apportées par le capitalisme), n'est qu'un détail sans importance – voire, un obstacle sur la voie d'un socialisme dorénavant envisagé comme une idéalisation des sociétés anciennes.

Il y a plus. La conviction que la domination masculine constituerait une dimension vitale pour le capitalisme légitime (ou paraît légitimer) le sentiment que combattre pour l'égalité des sexes reviendrait *ipso facto* à combattre le capital. Nous vivons une période où sur le plan social, il est malgré tout infiniment plus admis de militer sur le terrain du féminisme – le plus souvent, dans des milieux qui ne sont pas les plus exploités – que sur celui des idées communistes, et auprès des travailleurs du rang. Dès lors, il est tentant de se persuader que la lutte féministe constituerait un substitut tout à fait acceptable à la lutte communiste. C'est malheureusement faux et si, comme c'est le cas ici, sous couvert de « radicalisme », ce renoncement s'accompagne d'un regard de Chimène pour des divagations antirationalistes, d'une idéalisation des sociétés précapitalistes et de l'abandon des raisonnements les plus fondamentaux du marxisme, la démission prend des allures de débâcle.

L'article dans son intégralité est disponible sur :  
[Cdarmangeat.blogspot.fr/2017/12/  
caliban-et-la-sorciere-silvia-federici.html](http://Cdarmangeat.blogspot.fr/2017/12/caliban-et-la-sorciere-silvia-federici.html)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b>	3
<b>I. L'Histoire et les faits malmenés</b>	9
A. Révolutionner l'historiographie ?	10
B. La manipulation de l'iconographie	13
C. Mille et une manières de s'arranger avec les faits	14
D. Déraison et rejet du rationalisme	16
E. Pour conclure cette première partie	19
<b>II. Accumulation primitive et rapports sociaux de sexe</b>	20
A. Le natalisme, fruit d'une crise démographique ?	21
B. Travail domestique et rentabilité du capital	23
C. Les femmes et les <i>enclosures</i>	25
D. L'idéalisation des sociétés précapitalistes	26
E. Le capitalisme et la situation des femmes	28
F. Sus au matérialisme historique	30
G. Conclusion	32